

Domaine Public

domainepublic.ch

Le papier passe à l'écran

Un dernier numéro... Non, ce n'est pas un dernier numéro, mais une transition du papier vers l'électronique, vers un média en ligne, pour un journal né dans les années soixante, à l'ère de l'imprimerie, des typographes, de l'encre et du plomb, mais aussi des notables en frac et haut de forme évoluant dans un monde politique et économique muré dans le silence et le secret. André Gavillet rappelle ce que fut cette époque, son climat, les hommes qui l'habitaient et les raisons de créer *Domaine Public* (cf. page 5). L'éditorial de 1963 (cf. page 8) et celui de ce numéro, signé par Ruth Dreifuss. (cf. page 3) sont une démonstration de la continuité des idéaux et des valeurs qui nous ont poussés à écrire depuis 43 ans.

Notre journal devint rapidement plus professionnel, embaucha des rédacteurs. Laurent Bonnard fut l'homme du développement et de la croissance, Pierre Imhof celui de la maturité et de la modernisation technique. Leur dialogue donne un éclairage sur l'évolution de *DP* au fil du temps et sur les transformations des médias (cf. page 4). Depuis une quinzaine d'années, la presse romande a

élargi ses horizons, s'est ouverte à toutes les opinions et l'apparition de la toile a achevé de tout bousculer. Jean-Daniel Delley nous donne son point de vue sur cette évolution qui nous pousse à nous adapter et à faire un virage complet vers l'Internet (cf. page 2).

La voix de *Domaine Public* a longtemps compté en Suisse alémanique. Elle s'y est peu à peu affaiblie, mais finalement pas davantage que les voix de l'ensemble de la presse romande et même de toute la presse des régions périphériques, comme nous le signale Denise Lachat Pfister, correspondante en Suisse romande de diverses publications alémaniques (cf. page 2). Mais le risque du journal en ligne vaut d'être pris, c'est un nouveau départ. Notre site Internet existe depuis plus de huit ans. Dès janvier, il sera régulièrement alimenté en nouveaux articles, et dès le mois de mars, peut-être même avant, nous nous transformerons en un vrai média Internet. Yvette Jaggi qui a pris en main les transformations du journal en donne ici quelques clés (cf. page 3). Bon vent au nouveau *Domaine Public*.

Jacques Guyaz
Rédacteur responsable

JAA 1002 Lausanne
Annoncer les rectifications
d'adresses

22 décembre 2006
Domaine Public n° 1715
Depuis quarante-trois ans,
un regard différent sur l'actualité



Le dur désir de durer

Il faut se remémorer l'état du paysage médiatique helvétique à l'époque du lancement de *Domaine Public*. Les grands journaux d'information sont alors plus portés à refléter le point de vue des autorités qu'à manier l'analyse critique. Quant aux journaux partisans, ils veillent à raffermir les convictions de leurs lecteurs. Le journalisme d'investigation balbutie encore, l'éclairage de la vie économique se fait à la lampe de poche. *DP*, animé par une équipe de bénévoles, peut alors prétendre tout à la fois offrir une information originale et un regard critique non partisan.

Quand en 1971 disparaît *Le Peuple-La Sentinelle*, dernier quotidien de parti en Suisse romande, *DP* devient hebdomadaire afin de mieux coller à l'actualité. C'est alors la création d'un poste rémunéré de rédacteur permanent, indispensable pour soutenir la production régulière à un tel rythme.

En quarante ans, le visage de la presse et des médias en général a profondément changé. Les journaux partisans ont disparu. La presse généraliste ouvre maintenant ses colonnes aux points de vue les plus divers, radio et télévision multiplient les débats. Rythme et qualité de l'information sont aujourd'hui plus élevés, même si le traitement de l'actualité politique obéit trop souvent aux règles du divertissement et de la personnalisation. Quant à l'Internet, il permet l'accès en tous temps à une multiplicité de sources. *DP* a intégré ce nouveau mode de communication: présent sur la toile dès 1999, il inaugure un site interactif en automne 2005.

Pourtant ces adaptations successives ne suscitent pas l'écho attendu et n'empêchent pas une lente érosion de notre lectorat. Elles mettent aussi en évidence les limites de l'amateurisme: soutenir le rythme hebdomadaire, couvrir un éventail de thèmes suffisamment large, éditer un journal tout en animant un site Internet original, tout cela met à rude épreuve l'équipe de rédaction.

Alors, plutôt que de vivoter quelques années encore, *DP* fait le choix d'abandonner le papier et ses contraintes de parution pour se centrer sur l'Internet. Car, nous en sommes convaincus, à côté des puissants médias, prisonniers de la publicité qui les nourrit et de la pensée formatée, il y a place pour une opinion indépendante des intérêts économiques et des simplifications partisans. Face aux certitudes d'un libéralisme réduit à l'adoration du marché, il ne suffit pas de marteler les idéaux de la gauche et de se barricader sur la ligne Maginot des acquis. Donner un contenu concret à ces idéaux, les traduire en adéquation avec les problèmes d'aujourd'hui et de demain, implique le débat et la prise de risque intellectuelle. C'est une nouvelle étape que nous vous proposons.

Jean-Daniel Delley

Traverser à nouveau la Sarine

Pas d'images ni de course aux scoops: c'est ainsi que *Domaine Public* défend sa position de journal de gauche réformiste sur le marché des médias depuis 43 ans. Dans les années 1980, en Suisse alémanique, des journalistes politiques l'appréciaient comme une alternative aux quotidiens romands, car plus substantiel, plus fouillé, avec des signatures de spécialistes et de personnalités politiques, et surtout sans œillères idéologiques. En effet, *Domaine Public* n'a pas simplement embouché les trompettes de la gauche, mais a élaboré sa propre position. Encore aujourd'hui, les rédacteurs invitent les lecteurs à réfléchir: existe-t-il une issue au débat politique trop souvent stérile? Y a-t-il une troisième voie ou une approche nouvelle à un problème qui se discute déjà ailleurs? Sans préjugés, *Domaine Public* regarde au-delà des frontières de la Suisse occidentale. Ce n'est pas un hasard si dans les années 1990 déjà, *Domaine Public* entamait une réflexion sur le service public, pour sortir du face-à-face stérile entre étatistes et partisans du marché. Ce n'est pas un hasard non plus si l'un de ses rédacteurs fait partie du groupe de personnalités qui, à Genève, a demandé avec obstination la réforme des institutions pour tenter de surmonter des affrontements rituels - avec succès, comme on l'a appris par la décision récente du parlement genevois.

Cela dit, lorsqu'on demande aujourd'hui à des journalistes politiques alémaniques ce qu'ils pensent de *Domaine Public*, on a peu de réponse. Une rapide enquête, qui ne prétend pas être représentative, me laisse penser que outre Sarine *Domaine Public* est tombé dans l'oubli. D'ailleurs comment un petit journal spécialisé romand pourrait encore

susciter l'intérêt lorsqu'on sait que même les principales publications de la Suisse occidentale se trouvent de plus en plus rarement sur les bureaux des journalistes alémaniques? Pour des raisons budgétaires, plusieurs quotidiens régionaux ont supprimé leur abonnement à *24heures*, *La Tribune de Genève*, *Le Matin* ou *L'Hebdo*; seul le journal suprarégional *Le Temps* est encore lu. Soyons justes: ces mesures d'économies concernent également des publications alémaniques. Mais soyons aussi honnêtes: les comptes rendus reflétant la vie de toutes les régions du pays ne sont plus considérés comme une obligation presque citoyenne dans les rédactions. La focalisation croissante sur la politique fédérale n'est pas étrangère au fait que la vie romande est perçue comme moins importante en Suisse alémanique. Autrefois, les Zurichois s'intéressaient davantage aux élections vaudoises qu'à celles de Saint-Gall; aujourd'hui - en forçant un peu le trait - les deux événements passent plus ou moins inaperçus.

Evidemment, *Domaine Public* a perdu du terrain depuis que les journaux ont coupé le cordon ombilical avec les partis politiques et que des publications comme *Le Temps* se sont partiellement transformées en forums d'opinion. Pourtant, on ne peut pas ne pas s'inquiéter de voir *Domaine Public* s'essouffler dans la même année où *20 Minutes* et ses informations «fast-food» ont franchi le «Röstigraben». Il faut donc espérer que de nouvelles forces reprennent le flambeau de *Domaine Public* et fassent entendre leur voix des deux côtés de la Sarine.

Denise Lachat Pfister

Correspondante en Suisse romande de
St. Galler Tagblatt, Basler Zeitung, Bund,
Zürcher Landzeitung, Landbote Winterthur,
NZZ am Sonntag.

Liberté, gratuité, virtualité

Oser prendre la liberté de l'accorder pour accéder gratuitement au journal virtuel. Tel est en résumé l'audacieux projet de DPn, nom de code pour *Domaine Public* nouveau, ou DP net.

Les rédacteurs et les lecteurs de *Domaine Public* ont déjà l'expérience d'Internet. Le site www.domainepublic.ch, entièrement renouvelé l'an dernier, héberge depuis lors chaque livraison hebdomadaire, accessible aux seuls abonnés. Comme beaucoup de journaux et périodiques, *DP* a donc cumulé les deux supports, papier et écran d'ordinateur personnel. Il est temps d'opter pour une version unique, celle que nous pressentons d'avenir: le journal tout électronique.

Le produit nommé *DP*, et donc aussi sa fabrique, entame une nouvelle vie. Une vie à conduire dans une liberté fantastique, dont les risques sont en quasi-totalité à la charge des producteurs et les avantages principalement au bénéfice des consommateurs. Nous savons que le passage au journal en ligne implique des changements importants de langage et de mise en forme, ainsi que des efforts inhabituels pour sa diffusion, le tout au service d'un contenu permanent par essence. Nous savons aussi que les premières livraisons susciteront une curiosité probablement bienveillante qu'il serait fatal de décevoir. Car les internautes, sollicités

de toutes parts, feront à coup sûr plein usage de leur liberté, pour devenir lecteurs fidèles ou visiteurs occasionnels, ou encore pour s'en aller surfer plus loin.

Ruth Dreifuss parle ci-contre du sentiment de gratuité, au sens philosophique du terme, qui anime depuis des décennies les auteurs de la maison *DP*. C'est désormais de l'économie de gratuité que participe ce journal. Le libre accès induit un autre rapport à l'information, marchandise sans valeur commerciale mais d'autant plus précieuse qu'elle s'avère originale et fondée sur une réflexion privilégiant le long terme. D'où l'exigence paradoxale: communiquer une telle approche, détachée des contingences, par un média travaillant dans une totale immédiateté spatio-temporelle.

Ainsi donc, *DP* entre en virtualité intégrale. Finies la sensation, l'odeur, la consistance du matériau papier. Commence l'errance hasardeuse sur une toile aux fils de jour en jour plus nombreux et entremêlés. On nous lira peut-être à Bruxelles, à Montréal, à Bamako. On nous lira d'abord en Suisse, quatrième pays au monde pour la proportion de connexions Internet haut débit, derrière la Corée, les Pays-Bas et le Danemark, avec 23,1% d'habitants branchés.

Aux amateurs d'ici et d'ailleurs, nous souhaitons offrir un journal électronique susceptible d'inspirer leur propre réflexion, leur action politique, leur vie civique. A ces internautes croyant comme nous à la force de la pensée et au sens des mots qui l'expriment, nous donnons rendez-vous sur la toile dès janvier prochain.

Yvette Jaggi

Edito

Le doux devoir de durer

Depuis 43 ans, l'équipe de citoyens et de citoyennes qui font vivre *Domaine Public* est animée d'un sentiment rare et précieux de gratuité. Ne devant rien à personne, par pure décision personnelle, elle s'offre un journal, son journal. C'est dire que *Domaine Public* aurait pu disparaître depuis belle lurette, n'étaient le désir de continuer et l'endurance des rédacteurs qui y consacrent leurs loisirs. N'était aussi, bien sûr, l'intérêt, le soutien amical des abonnées et de celles et ceux qui ont souscrit une action de la Société anonyme des Editions *Domaine Public*. La somme de ces investissements, en temps surtout mais aussi en argent, est impressionnante. Ce qui les motive, c'est l'envie d'animer la réflexion politique en Suisse, dans la continuité. *Domaine Public* s'inscrit clairement, au-delà de l'événementiel, dans le temps long de la politique. Non pas dans le messianisme révolutionnaire mais dans un réformisme profond et marathonien.

En 1963, nous avons retardé au lendemain des élections fédérales le lancement de *Domaine Public*. Il y avait, certes, la crainte d'être noyé dans les tracts vantant les candidats; il y avait aussi le besoin de témoigner de notre indépendance envers le parti socialiste, engagé dans la campagne électorale. Il y avait surtout, peut-être encore inconsciemment, le vœu de manifester notre liberté face aux rendez-vous obligés et aux échéances à court terme. Car c'est dans la durée que s'imposent à la conscience les problèmes à résoudre, que se fomentent les réformes, qu'aboutit le travail de conviction et de négociation. Dans la durée de l'application se révèlent les effets, positifs et négatifs, et les besoins de réformes ultérieures.

En 2007, c'est en pleine année électorale que nous lancerons la nouvelle formule, exclusivement électronique. Après avoir accompagné onze législatures, avec des thèmes dont pratiquement aucun n'a perdu sa pertinence, nous poursuivons notre engagement. Une double difficulté nous attend. D'abord, en choisissant Internet, nous devons apprivoiser un média qui demande une plus grande agilité que le papier, mais qui permet à la fois d'offrir des liens avec d'autres sources d'information et de garder la mémoire des épisodes précédents. Ensuite, nous aurons, tout en gardant une vision commune de l'engagement militant et l'exigence de qualité, à animer un débat à voix multiples - entre nous et avec les internautes. Enfin, nous faisons le pari qu'un organisme tel qu'une équipe rédactionnelle peut se renouveler progressivement.

Ruth Dreifuss

Présidente du conseil d'administration de la Société anonyme des Editions *Domaine Public*.

www.domainepublic.ch

Retrouvez les articles de *DP* enrichis de documents et de références sur notre site Internet.

Un avenir virtuel

Pierre Imhof (pi), aujourd'hui directeur de la Fareas, Fondation vaudoise pour l'accueil des requérants d'asile, et Laurent Bonnard (lb), journaliste à la Radio suisse romande, se sont rencontrés dans un bistrot lausannois. Plus petit dénominateur commun: anciens rédacteurs de DP. Pour vérifier, sur demande, s'il y a une vie de lecteur critique après quelques années consacrées à la production de l'hebdomadaire qui, «depuis quarante-trois ans, offre un regard différent sur l'actualité». Reconstitution (extraits) dans un espace-temps d'environ six mille signes.

(lb, pour engager la discussion) ...Finalement, peu importe le flacon, pourvu que l'ivresse dure! L'un des grands intérêts de DP, c'est sa longévité. Cette réflexion qui continue. Et son exigence aussi. Même si, à la lecture semaine après semaine, elle passe par des hauts et des bas, ce qui est tout à fait humain.

(pi, pour reprendre la balle au bond) Je suis plus touché par la permanence que par la longévité de DP, qui n'a pas changé, ou si peu. La preuve, à mon avis, qu'il y a encore de la place pour un produit aussi détaché de la mode...

(lb) C'est toi qui as parlé de «produit» ...Mais si DP est encore ailleurs après tout ce temps, dans la presse en général, les fronts se sont durcis. Des titres formatés pour occuper des créneaux bien précis, «le grand régional», le boulevard, la mode du gratuit qui plaît aux jeunes, etc., etc. Les éditeurs sont de retour et prennent le vent. Et en se spéciali-

sant, l'information se rétrécit en quelque sorte. Est-ce une forme de censure? Difficile à dire, parce qu'en même temps, par rapport aux temps héroïques, il y a davantage d'ouverture, politique entre autres, il faut bien l'admettre.

(pi) J'ai vécu les débuts de cette ouverture, avec la naissance de L'Hebdo, en particulier. Une évolution qui menaçait frontalement l'une des raisons d'être principales de DP. Mais paradoxalement, en même temps, le travail journalistique s'appauvrisait. La richesse d'une enquête se mesurait à la quantité des citations en italique dans le texte. Pour résumer les choses, le bon journaliste est maintenant celui qui a un bon répertoire de numéros de natels.

(lb) Et ça dure encore! Je le vis autant comme lecteur que dans mon travail. Avec partout, des commentaires réduits au minimum, ou camouflés dans la présentation des faits.

(pi) Conséquence supplémentaire, l'apparition d'une caste d'une trentaine de chroniqueurs qui ont systématiquement droit à la parole dans les médias. En gros, de l'UDC valaisan Oskar Freysinger au socialiste fribourgeois Christian Levrat... parce que le curseur va évidemment plus loin à droite qu'à gauche. Une forme de sous-traitance externe du commentaire.

(lb) Là, il n'y a pas vraiment de différence entre secteur privé et service public. Mode ou évolution maîtrisée sur la durée, peu importe. Dans ces

conditions, DP a certainement une carte à jouer, mais je ne suis pas certain que ses lecteurs s'y retrouvent. La différence ne se fera, me semble-t-il, que par l'évidence d'un travail collectif.

(pi) C'est l'avantage de DP: le travail collectif. Et l'avantage de ses chroniqueurs, c'est que leur couleur politique, au sens large, est claire, et qu'ils n'ont plus rien à défendre, ni intérêts particuliers comme émissaires d'un lobby, ni positions électorales, par exemple. C'est une force, mais il y a le revers de la médaille. Au sein des collaborateurs de DP, la relève peut avoir de la peine à trouver sa place.

(lb) Expérience faite, en ce qui me concerne, lorsqu'il s'est agi de faire une place à l'écologie, au sens large, dans ces colonnes...

(pi) Et quand DP s'est ouvert à d'autres courants de gauche... Cela dit, il y a encore besoin d'une information de gauche, d'une lecture de gauche de l'actualité. Ne serait-ce que pour faire contrepoids au tout économique dominant!

(lb) Sans parti pris partisan, c'est pour ça que j'ai accepté de travailler à DP, à l'époque.

(pi) Et moi, c'est ce que j'ai découvert à DP. Ce travail de décryptage va plus loin que le commentaire pur et dur.

(lb) Et voilà le credo de base des origines! Toujours valable. Même si le travail de retour aux sources factuelles n'est plus du tout le même, avec les facilités d'Internet. Le passage de DP sur la toile n'y changera rien. En

pensant à notre rencontre, je rêvais à l'enrichissement de l'hebdo proprement dit grâce à la création d'un DPP, Domaine Public Permanent, où seraient donnés en continu les points de repère nécessaires pour apprécier l'actualité. Du rêve à la réalité virtuelle, il n'y a qu'un pas. C'est bien connu.

Sur ce, et le bistrot était vide depuis longtemps, pi et lb tombèrent d'accord sur une kyrielle de points, beaucoup plus terre à terre. Le risque que DP devienne peu à peu invisible, perdu dans le Web, qu'il se transforme en une sorte de boîte aux lettres électronique, par exemple. L'illusion aussi qu'un hebdo immatériel ne coûte rien, parce qu'on économise le prix du papier et de la poste. La certitude que cette révolution n'irait pas sans une réorganisation en profondeur du travail collectif autour d'une permanence professionnelle... Obsession d'anciens rédacteurs, peut-être. ■

IMPRESSUM

Rédacteur responsable:

Jacques Guyaz

Rédaction:

Marco Danesi

Ont collaboré aussi à ce numéro:

Laurent Bonnard; Jean-Daniel Delley
Ruth Dreifuss; André Gavillet
Pierre Imhof; Yvette Jaggi
Denise Lachat Pfister

Responsable administrative:

Anne Caldelari

Impression:

Imprimerie du Journal de Sainte-Croix

Administration, rédaction:

cp 5863, 1002 Lausanne

Téléphone: 021 312 69 10

E-mail:

redaction@domainepublic.ch
administration@domainepublic.ch

www.domainepublic.ch

Né en 1963

On est en 1963. La Suisse est sortie de son réduit comme on sort de chez soi quand il ne pleut plus. Elle découvre la société de consommation; elle met en place, avec l'AVS, un début de sécurité sociale qui ne mérite pas d'être appelée Etat-providence. L'économie tourne à plein. Fini le pessimisme de l'immédiat après-guerre où les entreprises étaient incitées à faire des réserves de crise. L'immigration et l'inflation emballent la machine. Ça surchauffe.

Conscient de cette mutation, la Suisse prépare une exposition nationale pour s'interroger à haute voix. Sera-t-elle à l'étroit quand elle comptera dix millions d'habitants?

Tel était l'environnement quand fut mis à l'eau, petit bateau de papier, *Domaine Public*. Dans le premier numéro, signé collectivement, nous répondions à la question: «Qui est derrière *Domaine Public*?». Nous citons:

«Les hommes

Les collaborateurs de *Domaine Public*

sont des «amateurs». C'est-à-dire qu'ils ont tous un métier... qui les occupe. Au temps où triomphent les spécialistes, les professionnels, les technocrates de la gestion publique, l'amateurisme dans ce domaine donne tout son sens à la démocratie.

L'argent

Nous n'avons pas touché pour ce lancement ni l'or de Moscou, ni les subventions de Pro Helvetia. Pour partir, on s'est «cotisé»; pour poursuivre, on aura des abonnés.

La couleur

La plupart d'entre nous sont déjà engagés que ce soit dans le mouvement syndical, ou dans des mouvements politiques, ou parapolitiques - la majorité se rattache au parti socialiste - et tous ils entendent rester fidèles à ces engagements propres. Ils pensent que:

a) des problèmes absolument nouveaux se posent à la pensée politique et qu'ils doivent être brassés, agités par des

citoyens qui n'engagent qu'eux-mêmes. Il faut un ban d'essai des idées.

a) que rien de constructif ne pourra être tenté sans le souci d'animer, réanimer, rapprocher les mouvements syndicaux, sociaux et culturels, coopératifs, politiques.

Le programme

Voir l'éditorial du premier numéro reproduit en page 8.

L'efficacité

Au temps des conformismes et de la dépolitisation, 2000 lecteurs (ou plus) qui lisent et qui participent font le poids.»

Les signataires étaient: Gaston Cherpillod, Jean-Jacques Dreifuss, Ruth Dreifuss, Pierre Furter, André Gavillet, Jean-Jacques Leu, Marx Lévy, Pierre Liniger, Jacques Morier-Genoud, Philippe Müller, Christian Ogay, Jeanne-Marie Perrenoud, C.-F. Pochon.

En 1963, les DPéistes sont, par leur âge, de 20 à 40 ans, génération d'avant-guerre. Par conséquent des aînés par rapport aux soixante-huitards. Les dates ont leur importance. Elles renvoient non seulement à l'histoire, mais aussi à la démographie et, plus précisément, à l'emboîtement des générations.

La natalité, durant la crise économique, des années trente fut très faible. De surcroît, l'école procédait à des sélections sévères et précoces. Ainsi les Lausannois entraient au collège classique cantonal sur examen, donc par concours, à neuf ans et demi. Or, à cette époque, les grandes facultés de l'université (droit, lettres, médecine) exigeaient un baccalauréat avec latin. Il fallait donc monter à dix ans dans l'ascenseur social! Les filles de leur côté suivaient une filière séparée. Le gymnase cantonal sortait chaque année une centaine de bacheliers. C'était suffisant pour répondre aux besoins d'une société fermée.

De fermée elle devint ouverte, sous l'effet du baby-boom et de l'immigration de centaines de milliers de travailleurs étrangers. Une génération au recrutement étroit avait pour mission de

Des idées réalisables

Dans son numéro 41, en octobre 1965, DP soumettait à ses lecteurs dix propositions auxquelles il tenait et qu'il considérait comme réalisables. Les lecteurs devaient définir leurs priorités et, éventuellement, compléter la liste. Un échantillonnage significatif répondit (130). Les voici dans l'ordre de priorité résultant du vote des lecteurs.

- 1) Mise en place dans les cantons et sur le plan fédéral d'un commissariat chargé de réunir toutes les données nécessaires à une planification
- 2) Révision des règles d'imposition des personnes morales et notamment des holdings dans l'ensemble des cantons suisses
- 3) Création d'un fonds d'investissement syndical, centralisant l'épargne salariale et l'affectant à des investissements d'utilité publique dont en priorité le logement
- 4) Réorganisation et concentration de la presse syndicale pour que puisse être créé un puissant hebdomadaire de gauche
- 5) Investissements importants dans la recherche et l'expérimentation pédagogique
- 6) Politique active pour assimiler et intégrer les travailleurs étrangers
- 7) Révision de l'assurance invalidité pour que l'invalidité ne soit pas définie uniquement selon des critères économiques
- 8) Introduction du «congé éducation» réservé à ceux qui travaillent à leur perfectionnement professionnel ou qui accomplissent des tâches d'une utilité évidente
- 9) Création, au centre des localités, de «maisons de la culture»
- 10) Aide des cantons confédérés pour permettre au Jura autonome de se donner une organisation et une législation témoin.

suite de l'article à la page 6

répondre aux besoins d'une société en croissance exponentielle.

Mais les structures politiques, confortées idéologiquement par la guerre froide, n'évoluaient pas au même rythme. La Suisse restait un pays de notables, les cantons demeuraient le fief des partis dominants, radical ou conservateur catholique.

Dans son premier numéro, *DP* reprenait une analyse du politologue Jean Meynaud sur l'appartenance professionnelle, en 1959, des parlementaires suisses, conseillers nationaux et conseillers aux Etats (*Les organisations professionnelles en Suisse*, Payot, 1963.) Le décompte est significatif. On recensait 21 conseillers d'Etat au National et 12 aux Etats, 18 membres d'un conseil municipal au National, 36 fonctionnaires d'associations ou de fédérations au National et même, marque d'intégration, 15 journalistes au National et 2 aux Etats. Enfin, sans surprise, les agriculteurs sont en force: 25 dans la chambre du peuple, 4 au Stöckli.

Telle était l'équation du réformisme qui nous était posée. Les besoins exceptionnels d'une société en expansion, le faible potentiel démographique de la génération appelée à y répondre, souligné par l'ossification perdurante des structures et du personnel politiques.

A l'épreuve

Les thèmes de *DP* bimensuel étaient ceux vers lesquels se portaient l'actualité et l'intérêt de l'équipe rédactionnelle. On en aura une bonne idée par le référendum organisé auprès de nos lecteurs pour savoir qu'elles devaient être les priorités (voir encadré à la page 5).

Mais, si l'on se limite aux domaines capitaux de l'économie et de la politique, quelle leçon se dégage avec le recul?

I. Economie

Ce qui nous a frappés d'emblée, en 63, c'est le confidentialisme helvétique, justifiant, antonyme, le titre du journal *Domaine Public*. Hoffmann-Roche nous fit savoir que son rapport annuel n'était pas public. Nous ne l'avons obtenu qu'en passant par la bibliothèque économique de l'Université de Bâle. Nestlé, à la même date, ne publiait pas de bilan consolidé.

Une nomenclatura, se cooptant, occupait les fauteuils d'administrateurs des grandes sociétés. Le conseiller fédéral, Max

Petitpierre, retiré des affaires publiques, illustra ce quadrillage en occupant simultanément un siège à Nestlé (présidence), Brown Boveri, Ebauches, Ciments Portland, Société suisse de réassurance, ce que nous appelions dans l'éditorial du deuxième numéro, son «proconsulat». Les grandes banques resserraient encore le maillage. *DP* fut ainsi le premier à établir un classement des membres de la nomenclatura selon l'importance, mesurée par le capital social des sociétés auxquelles ils appartenaient. L'intention n'était pas de donner des noms et d'attribuer des numéros, mais de caractériser le capitalisme suisse, ce que nous fîmes dans des cahiers spéciaux retraçant l'histoire de chaque secteur.

En revanche, en 63, dix-huit ans après la fin de la guerre qui nous avait fait ressentir à quel point nous étions solidairement embarqués sur le même bateau, les idées de participation des salariés à la plus-value, au capital social, étaient encore reçues sinon dans les faits, du moins dans le débat.

Aujourd'hui. Dans son insolence et sa bonne conscience, la nomenclatura a connu, avec Swissair, son *grounding*. Mais, en limitant les cumuls, elle est toujours en place(s). Qu'on se réfère par exemple au conseil d'administration de Nestlé! Le confidentialisme, sous la pression de la bourse, des analystes financiers, des institutionnels, a nettement reculé, tout en s'efforçant de maintenir en zone d'ombre la rétribution du conseil d'administration et de la direction générale. Les chiffres faramineux sont finalement tombés, créant, dans le pays, un choc, une prise de conscience de classe, tant l'écart avec le salaire moyen est colossal. A *DP*, nous discutons souvent de l'écart des salaires acceptables dans une société juste: de 1 à 3 ou 1 à 10, par exemple. Mais 1 à 400 est en quelque sorte hors cadre. Or il ne s'agit pas d'un cas unique, de celui d'une vedette sans signification généralisable, mais du tarif que pratiquent les sociétés de niveau mondial. Et c'est le signe d'une mutation du capitalisme suisse, devenu un capitalisme à prédominance financière.

Les chiffres du produit national brut (PNB) le révèlent. Le solde du revenu des capitaux est de 56 milliards. Ceux qui ont été investis et placés à l'étranger par la Suisse ont rapporté la somme extraordinaire de 125 milliards.

Certes ces chiffres records ne résument pas toute l'activité de l'économie suisse qui travaille aussi pour le marché intérieur, qui compte tout un réseau de PME. Le solde de la balance des capitaux correspond à 15% du PIB. Mais ces 15% sont uniques au monde. Et il nous pose des questions pressantes:

- comment se fait la répartition des revenus tirés de l'étranger? N'accroissent-ils pas fortement les inégalités? Les revenus des managers, au lieu d'être considérés comme exceptionnels, ne sont-ils pas un signe révélateur de ces inégalités?
- la Suisse a-t-elle une surface porteuse suffisante pour tenir ce rôle dans les échanges financiers mondiaux? Ce succès ne le rend-il pas plus vulnérable?
- l'idéologie financière ne nous éloigne-t-elle pas, irrémédiablement, de l'esprit communautaire tiré des relations de travail?
- le succès mondial ne risque-t-il pas paradoxalement de nous isoler? Les premiers sont par définition seuls à leur rang. Mais ne serons-nous pas inévitablement portés à maintenir les causes de cette réussite? Par exemple le secret bancaire, dans l'interprétation indéfendable que nous en donnons, devenant cause nationale.

II. Politique

Comment ne pas s'interroger dans les années soixante sur l'efficacité de la participation socialiste au Conseil fédéral? Le bilan n'était pas négatif: accélération de la politique sociale, développement des universités, grands chantiers des routes nationales, ouverture de la politique étrangère. Mais nous étions de ceux qui réclament que l'ensemble du collège traduise par un programme minimum ses choix politiques.

Et, en 1966-1967, nous avons voulu prendre le risque de proposer deux réformes que la gauche pourrait faire avancer. La première concernait une réforme fiscale, en trois points: TVA, imposition des personnes morales par la Confédération seule, des personnes physiques par les cantons, mais avec concordat, rendu de force obligatoire empêchant la sous-enchère déloyale.

La deuxième proposition concernait l'Europe que nous mettions «au centre de

nos préoccupations». Nous étions persuadés que l'Angleterre allait lâcher ses partenaires de l'AELE et que nous devions préserver nos propres choix, y compris celui de l'adhésion: «A force de songer à notre souveraineté nationale, écrivions-nous en conclusion, nous en oublions la détérioration de notre indépendance nationale.»

Aujourd'hui. Ces deux grands sujets ne sont plus d'actualité. La réforme des fiscalités, cantons-Confédération, est devenue un exercice d'école. Quant à l'Europe, le sujet est conservé sous vide. De toute façon, nous ne sommes plus en situation de libre choix comme il y a quarante ans.

D'autres thèmes ont été introduits dans le brassage d'idées. Qu'on se réfère aux cahiers spéciaux que nous avons édi-

tés (voir encadré ci-dessous). On regrettera que quelques propositions n'aient pas été retenues dans le débat politique, simples bulles de savon irisées puis éclatées, disparues (voir, par exemple, dans *Le Temps politique*, le contrôle du gouvernement par ordonnances). Il faut constater encore que le sujet des réformes institutionnelles n'obtient aucun écho, par exemple la surreprésentation au Conseil national des partis dominants dans les petits cantons en raison d'une application faussée de la proportionnelle si l'on se réfère aux critères du Tribunal fédéral.

Mais il faut d'abord constater que, contrairement aux années soixante, la démographie joue contre le réformisme. La génération baby-boom entre en retrain-

te. Sa prise en charge exige des moyens supplémentaires. Situation qui met en position de force la droite conservatrice. Elle a adopté une fois pour toutes la règle: pas d'augmentation de la charge fiscale! pas d'élévation de la quote-part des prélèvements obligatoires! Ce qui signifie puisque les besoins augmentent sans contestation possible, réduction des prestations, par exemple élévation de l'âge de la retraite. L'incapacité scandaleuse des partis d'assurer un refinancement correct de l'AI est la démonstration de cette politique de contre-réformisme.

S'il fallait aujourd'hui définir un programme minimum des partis associés au pouvoir, il faudrait mettre en priorité le financement des assurances sociales.

Pour ne pas conclure

Les rédacteurs de *DP* ont toujours été animés par la conviction que la plus-value que dégagent les travailleurs dans une entreprise et dans une société démocratiquement organisée doit être acquise et redistribuées à ceux qui la créent.

Les outils de cette socialisation, tels que nous les avons imaginés, n'ont pas été créés: fonds syndical de placement, droit des travailleurs sur les bénéfices non distribués et réinvestis dans les entreprises, épargne négociée, y compris l'épargne-temps, politique coordonnée des caisses de pension pour la part représentant l'épargne des salariés.

A défaut de ces outils de participation directe, on doit au moins obtenir que la redistribution se fasse par la qualité des services publics, des écoles, des hôpitaux... Le niveau de ces services est en Suisse élevé. Mais il faut s'inquiéter de l'écart grandissant entre, pour parler simple, le riche et le pauvre et du sous-financement affaiblissant nos assurances sociales. La réussite économique est certes avérée, non sans risque d'égoïsme national et d'isolement.

Nous sommes entrés dans l'ère du contre-réformisme.

A son lancement, *DP* était composé à la linotype, qui fondait chaque ligne, au plomb, d'un seul bloc. Aujourd'hui, Internet assure des communications instantanées et mondiales. On peut s'y noyer, mais on peut y trouver sa place. C'est le pari. Mais une certitude: si les canaux de transmission ont changé, la justification de l'action est la même.

André Gavillet

Cahiers spéciaux

André Gavillet, *Epargne négociée et pouvoir économique*, n° 109-110, avril 1969.

Jean-Jacques Leu, Henri Galland, André Gavillet, *Service militaire différencié. Présence dans le tiers-monde*, n° 113-114, juin 1969.

André Gavillet, *Essai sur le capitalisme suisse*, n° 125-127, février 1970.

Pierre-Alain Goy, Eric Baier, Henri Galland, Jean-Pierre Ghelfi, *Essai sur le capitalisme suisse II*, n° 137-139, octobre 1970.

Bernard Crettaz, Jean-Daniel Delley, *TV suisse 1952-1971: Vers l'âge adulte*, n° 147-148, mars 1971.

Groupe de Grancy, *Réfugiés en Suisse: Au-delà du noir et blanc*, n° 748, octobre 1984.

Comité vaudois du 14 juin et Domaine Public, *Le nouveau droit matrimonial*, n° 761, février 1985 (avec la collaboration des conseillers nationaux Gilles Petitpierre, Yvette Jaggi, Vital Darbellay).

André Gavillet, François Brutsch, Jean-Daniel Delley, Yvette Jaggi, Wolf Linder, Marc-André Miserez, *Le Temps politique*, n° 874, septembre 1987.

Yvette Jaggi, *L'occasion européenne. Fiscalité communautaire et finances fédérales*, n° 917, septembre 1988 (avec la collaboration d'André Gavillet et Pierre Imhof).

Le Rapport Haefliger, n° 943, mars 1989 (publication intégrale du Rapport d'enquête administrative de l'ancien juge Arthur Haefliger sur l'affaire Kopp).

André Gavillet, Pierre Imhof, *Le dossier 153. La Suisse à la Banque mondiale et au Fonds monétaire international*, n° 969, octobre 1989 (avec la collaboration de Mario Carera).

Philippe Biéler, André Gavillet, Jean-Pierre Ghelfi, Pierre Imhof, Pierre Liniger, Luc Thévenoz, *La fièvre et ses remèdes. Pour une réforme du marché hypothécaire*, n° 1019, décembre 1990.

André Gavillet, *Les temps du travail. Chômage et congé en cours d'emploi*, n° 1125, mai 1993.

Jean-Daniel Delley, *Quand l'esprit d'entreprise vient à l'Etat. Pour une réforme du service public*, septembre 1994 (tiré à part revu et augmenté des articles parus dans les n° 1165-1176 de *DP*, en avril-juin 1994, inspirés de l'ouvrage de D. Osborne et T. Gabler, *Reinventing Government*).

Passions, n° 1183, septembre 1994. Jean-Claude Favez, François Gross, Charles-F. Pochon, Ruth Dreifuss, Beat Kappeler, Serge Maret, Jean-François Aubert, Monique Jacot, Jean-Luc Seylaz, Marx Lévy, Yvette Jaggi, Franz Blankart, Wolf Linder.

Gérard Escher, *Le génie génétique*, n° 1339-1340, avril 1998 (avec la collaboration de Jean-Daniel Delley, André Gavillet, Claude Pahud, Géraldine Savary).

André Gavillet, *La collaboration intercantonale. Du concordat au traité*, n° 1386, mai 1999.

Dan Gallin, *Qu'est-ce que le socialisme? Réponse à Christoph Blocher*, n° 1454-1455, décembre 2000 (avec la collaboration du Global Labour Institute).

Domaine public

Imagination, description et extrémisme

A moins d'être satisfait du régime en place(s), à qui nous devons, certes et merci « notre » prospérité helvétique, à moins d'avoir l'âme d'un gestionnaire, l'exercice de la pensée politique devient difficile. Jamais autant, dans les mouvements au passé révolutionnaire, n'a été célébrée l'action des pionniers. Elle mérite à juste titre d'être rappelée et enseignée. Mais on aime aussi à la revendiquer comme un héritage, dont on se pare, faute de faire mieux. C'est qu'aujourd'hui la revendication politique n'a plus cette pureté morale du temps où la richesse du riche était pain arraché de la bouche du pauvre. Les riches s'enrichissent sans mauvaise honte; le détournement des richesses collectives est devenu moins apparent. Les masses se laissent dépolitiser, la lutte des classes s'estompe.

Alors comment agir, avec quel levier, quel point d'appui, et puis vouloir quoi? On ne monte pas sur les barricades: réclamer le frigidaire pour tous!

Question posée dans tous les pays de haut niveau de vie: on cherche des solutions souvent dans la confusion et le verbalisme. Mais tout ce travail de défrichement est utile.

A notre échelle, nous allons y participer de notre mieux.

C'est-à-dire:

Imagination: Il n'y a pas d'explication qui tienne en un seul mot, même néo-capitalisme, n'en déplaise, tout utile qu'est la formule.

Il faut faire appel à toute la diversité des recherches des sciences humaines pour essayer d'analyser les mécanismes de cette société moderne qui ne s'inquiète plus aux seuls comportements politiques et économiques de l'individu, mais qui le poursuit, le met en condition et le commercialise jusque dans ses loisirs et ses rêves.

Description: Demandez à quiconque s'intéresse aux affaires publiques des renseignements sur les groupes de pression de ce pays, sur les hommes qui les animent, sur les moyens dont ils disposent:

Qui, derrière les grandes banques commerciales? Qui, derrière les industries d'exportation?

Qui, derrière les intérêts immobiliers? Ignorance totale. Le mécanisme même du pouvoir échappe à la plupart de nos concitoyens. D'où une certaine inefficacité politique.

Toute description dans ce pays a une valeur critique. Chaque fois que l'occasion se présente, il faut dire qui est qui. Il serait d'ailleurs naïf de s'imaginer lever des scandales à chaque page. Le pays est petit, administrativement sérieux. Mais on y a plus qu'ailleurs le goût du confidentiel, le sens du secret des affaires.

Ombres et persiennes closes. La première tâche démocratique, c'est donc de faire tomber ce « confidentialisme » dans le domaine public.

Extrémisme: Sur des points majeurs, les objectifs d'une action à court terme sont connus: aménagement du territoire, politique de l'habitat, éducation permanente, sécurité sociale, planification.

Idees galvaudées avant même d'être réalisées. Là, la politique à suivre est simple. Ces lieux communs des programmes électoraux sont, en fait, les pierres d'achoppement du régime. Il faut de manière directe, incessante, extrémiste, réclamer leur réalisation. Là, il ne s'agit pas d'imagination, mais d'énergie, celle qu'il faut pour taper sur les clous et parfois à côté sur les doigts.

Imagination dans la recherche, description des mécanismes réels, extrémisme dans la mise en place des idées prétendument reçues:

« Domaine public »